

Convertir les armes en énergie propre : Une solution inexplorée pour le financement du changement climatique¹

Nina Campbell, juriste, HELIO International
Phyllis Kotite, Consultant, UN Staff
Samira el-Daher, Ambassadeur du Liban
Pierre Beaudoin, FRAPNA/FNE
Hélène Connor, Présidente de HELIO International

1ère PARTIE – LES SIGNES DU RECHAUFFEMENT CLIMATIQUE

Les résultats scientifiques les plus récents confirment que les émissions anthropiques de gaz à effet de serre sont la cause de l'accélération du réchauffement climatique, qui est bien supérieur à la variabilité historique naturelle connue. Une moyenne de 4,28 tonnes de CO₂ est générée par personne et par an et la combustion de combustibles fossiles est responsable de 80% de ces émissions.

La température du globe pourrait de ce fait augmenter de 6°C à long terme. Mais, avec des effets dramatiques déjà perceptibles, les scientifiques s'accordent à penser que la société ne pourrait pas survivre à une augmentation de plus de 2°C au dessus des températures de 1990.

Le réchauffement climatique amplifie les extrêmes environnementaux, avec l'apparition d'inondations subites, le développement de zones désertiques, la dégradation d'écosystèmes et des accidents climatiques catastrophiques tels que l'ouragan Katrina – exemple alarmant des risques que le réchauffement climatique fait courir à l'humanité-. La fonte accélérée des capes glaciaires polaires et la dilation de l'eau des océans causera une augmentation du niveau moyen des mers entre 2 et 5 mètres durant le XXIème siècle. Chaque centimètre d'élévation de la mer correspond à un million de personnes déplacées. Les pays en voie de développement seront probablement les premiers à souffrir, mais les pays moins directement affectés auront à faire face à l'afflux inévitable de 25 millions à un milliard de migrants environnementaux. Ceci induira des contraintes massives sur les infrastructures existantes et mettra en péril les conditions d'une gouvernance efficace, essentielle à la re-structuration des systèmes énergétiques et économiques nécessaires pour faire face au changement climatique,

Le déséquilibre important entre l'offre et la demande de nos ressources énergétiques a été illustré par les fluctuations récentes et sans précédent des prix du pétrole. La crise nutritionnelle qui a vu en 2008 les prix du maïs bondir de 120%, a été en partie liée au prix du pétrole, mais c'est aussi la résultante de la combinaison de la désertification, de la diminution de la disponibilité de l'eau d'irrigation pour l'agriculture et aussi de la perturbation des écosystèmes marins due à la température et à l'acidification causée par l'absorption de CO₂.

Des mesures sévères d'adaptation et des modifications sont nécessaires immédiatement, et la crise financière actuelle est l'occasion de transformer les structures économiques mondiales, plutôt que d'être prise comme excuse pour un repli par rapport aux promesses d'écodéveloppement. En d'autres termes, l'impact financier des destructions écologiques irréparables est bien plus important que celui de la crise financière actuelle, bien que ce ne soit pas reflété dans l'échelle d'urgence des réactions politiques et économiques au niveau global.

2ème PARTIE: LA SECURITE ENERGETIQUE = SECURITE POLITIQUE

Les conflits humains peuvent être déclenchés par une grande variété de causes. Cependant, la surévaluation économique et politique de ressources en voie de diminution, et leur contrôle, sont devenus la raison de conflits dans bien des cas récents, le dernier exemple étant la guerre d'Ossétie du Sud. Cette situation sera amplifiée lorsque les consommations augmenteront et lorsque les changements climatiques réduiront encore la disponibilité ou l'accès aux ressources.

Quelque soient leurs causes, les conflits armés amplifient les changements climatiques directement et indirectement. Ils déstabilisent la société, et l'attention politique nécessaire et concertée pour faire les réformes du secteur énergétique et faire face au changement climatique ne peuvent pas prendre place durant un conflit. De fait, ne pourra émerger aucune solution sans un nouveau mode de gouvernance énergétique, dans lequel les utilisateurs d'énergie participeront au processus de prise de décisions.

En 2007, les dépenses militaires mondiales ont atteint US\$1.339.000 milliards. Malgré leur contre-productivité aveuglante, les conflits sont soutenus par l'importance économique de l'armement au niveau mondial. Jouant le rôle de base dans l'économie mondiale, ce n'est pas étonnant que les cinq fabricants d'armements les plus importants au monde soient les US, la Russie, la Grande Bretagne, l'Allemagne et la France. En 2006, ces pays ont vendu pour US\$ 315 milliards d'armes.

¹ Traduction de Pierre Beaudouin.

3ème PARTIE: LE CHANGEMENT NECESSAIRE

Les ressources financières et humaines qui irriguent abondamment actuellement les industries destructrices pourraient être réorientées afin de développer une économie également profitable basée sur l'éco-développement. Simultanément, ceci offrirait le potentiel de faire face au changement climatique et d'encourager la prévention des conflits.

Les aides gouvernementales contribuent à abaisser les coûts de production des énergies classiques et leur prix au consommateur. En 2001, les aides pour l'énergie en Union Européenne sont le l'ordre de 6,3 milliards d'Euros pour le secteur du charbon, de 8,7 milliards pour pétrole et gaz, et de 2,2 milliards pour le nucléaire¹⁵. Les aides pour la consommation d'énergie ont atteint 310 milliards de US\$ pour les pays non OECD en 2007¹⁶. Avec la production mondiale de pétrole en déclin, un supplément annuel de 350 milliards de US\$ sera nécessaire.

Des technologies alternatives pour les économies d'énergie et la génération sont disponibles et dores et déjà profitables. En 2005 les énergies renouvelables ont contribué pour 11,9% à la consommation mondiale¹⁷. Avec des aides dédiées, elles pourraient produire 40% de l'électricité mondiale en 2030. Grâce à une législation adaptée, l'industrie des énergies renouvelables allemande génère 240 milliards de US\$ par an et emploie 250.000 personnes. Leur industrie éolienne seule a créé 8.000 nouveaux emplois en 2007, et il est prévu qu'en 2020, l'industrie des énergies renouvelables y dépassera l'industrie automobile. En France l'éolien a le potentiel de produire 23% des besoins énergétiques.

L'intégration complète de toutes les sources d'énergies renouvelables pourrait assurer la sécurité énergétique et NE SIGNIFIE PAS une croissance économique nulle. Les coûts réduits des énergies renouvelables rembourseraient graduellement les investissements initiaux et à terme créeraient des marges bénéficiaires alors que les non-renouvelables génèrent des dettes.

Achim Steiner¹⁸, a récemment relié la crise de 2008 à « un défaut grandissant du marché, approfondissant des pertes toujours plus grandes et inquiétantes de capital et de ressources naturels, le tout relié à une dépendance exagérée de ressources limitées (et souvent aidées financièrement) des combustibles fossiles » Des informations plus poussées sur les potentiels économiques des énergies renouvelables devraient permettre d'attirer des investissements en R & D sur les renouvelables, pour permettre un changement de perspectives économiques¹⁹.

4 ème PARTIE: LES MECANISMES DE TRANSFERT

Les coûts de l'inaction concernant le changement climatique pourraient induire des pertes de l'ordre de \$ 3.000 Milliards²⁰, soit 20% du PGB (GDP)²¹. Alors que les dépenses militaires absorbent 2,5% du PGB, les fonds nécessaires pour intégrer effectivement les énergies renouvelables dans l'économie mondiale sont estimés entre 0,55%²² et 1,6%²³. De telles sommes devraient être redirigées en support de l'éco-développement par l'intermédiaire d'un « Fond mondial de conversion ». Passant d'une industrie destructrice à une industrie productrice permettra de rendre le capital naturel aux communautés et de faire globalement des économies.

Les usines actuelles de productions d'armement pourraient être réhabilitées afin de produire des équipements utiles pour des projets d'éco-développement. Le rôle des forces armées est déjà en voie d'évolution, avec les forces d'intervention pour la paix de l'ONU maintenant actives tant pour la prévention des conflits que pour la reconstruction post-conflit²⁴. Une action internationale coordonnée pour diversifier l'entraînement militaire devrait permettre de mettre en place et de développer les projets nécessaires à l'adaptation aux changements climatiques. Le potentiel d'une initiative de ce genre a été prouvé par l'armée jordanienne qui a utilisé ses moyens d'entraînement pour former les jeunes en chômage dans diverses disciplines utiles pour trouver du travail.

Les mécanismes de préservation de la paix, déjà bien développés dans le contrat des Nations Unies, devraient être utilisés de façon originale. Par exemple, la plupart des pays du Moyen Orient, qui ont des réserves d'eau extrêmement limitées, pourraient bénéficier d'assistance technique et financière pour la désalinisation de l'eau, offertes dans le cadre de négociations de paix²⁵. Des techniques d'exploitation de l'eau souterraine pourraient être offertes à la Somalie, qui a souffert de plus de deux ans de conflit et d'alternance continue d'inondations et de sécheresses, ou pour encourager l'arrêt des hostilités au Soudan.

Des instruments internationaux existants ont souvent peu d'effet, et de nouveaux accords internationaux sur le changement climatique sont nécessaires. Une nouvelle chance pour prendre des engagements sérieux est peut-être offerte à la 15ème Conférence des Parties de l'UNFCCC à Copenhague cette année.

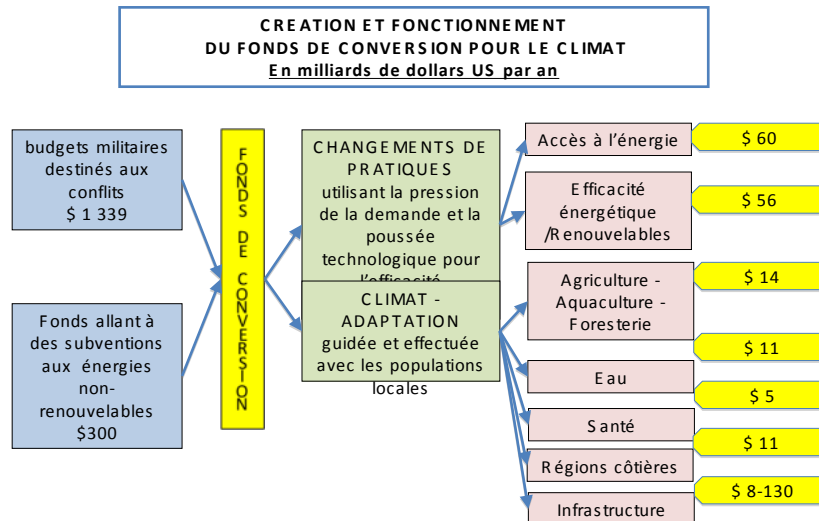
5-- PARTIE : QUELLES ETAPES PEUT-ON RECOMMANDER ?

La génération d'énergie profitable est possible, financièrement, socialement, et environnementalement. Les

étapes suivantes peuvent le montrer.

- “Fond de conversion”: Créer un fond de plusieurs milliards de dollars en réorientant les fonds militaires et les industries de l’armement, les subventions aux énergies nocives, les taxes sur le CO₂, et les contributions volontaires. Ces moyens pourraient être utilisés pour développer/diffuser les technologies des énergies renouvelables, financer les efforts de consolidation de la paix et de prévention des conflits, et pour financer les efforts d’adaptation et de mitigation des effets du réchauffement climatique.
- ONU «Leadership»: Créer à l’ONU un groupe de coordination inter- agence pour gérer les problèmes intriqués de changement climatique, de développement, d’énergie et de prévention des conflits. Une plateforme autonome est nécessaire pour réaliser cette transition économiquement profitable de l’armement vers des projets pacifiques d’écodéveloppement, avec participation de représentants des industries de l’armement, des responsables nationaux des forces armées et des groupes sociaux concernés.
- Des moyens internationaux améliorés: Un accord nouveau et contraignant doit établir le cadre nécessaire pour intégrer les énergies renouvelables dans les marchés. Un accord international est également nécessaire pour définir les droits des réfugiés environnementaux et les obligations des états de les accueillir.
- La société civile et les ONG devraient être présents dans l’établissement de ces règlements, et leur expérience utilisée. Les médias de communication ont un rôle actif à jouer et devraient faire partie de la planification nationale et locale³¹.

Figure 1: Création et mode de fonctionnement des Fonds de conversion pour le changement climatique



¹ Hansen, J. *Target atmospheric CO₂: Where should humanity aim?* Cet article affirme que 2°C est en fait sous estimé et une « recette pour un désastre »

⁴ Boncour, P., International Organisation for Migration, référencé dans “Réfugiés Climatiques, vers un Tsunami ?” *Libération*, 20&21/11/2008.

⁵ Ceci est spécifiquement vrai en Afrique où les réserves en eau déjà particulièrement limitées vont décroître de 10 à 30% by 2050.

⁶ See: www.neweconomics.com for the “Green New Deal” discussion en cours dans les cercles économiques.

⁷ Deutsche Gesellschaft für Technische Zusammenarbeit (GTZ) (2008), *Climate Change and Security : Challenges for German Development Cooperation*, Schloemer Gruppe, Eschborn.

⁸ SIPRI (2008), *SIPRI Yearbook 2008*, Oxford University Press, England.

⁹ SIPRI (2008), *SIPRI Yearbook 2008*, Oxford University Press, England.

¹⁰ Chakraborty & Govind, S. (2008) “Should Energy be Subsidised ?”, *ICFAI Journal of Environmental Economics*, February, pp. 55-69. à noter qu’une étude de la World Bank a estimé en 1992 les aides pour la consommation d’énergies fossiles à US\$230 milliards.

¹¹ IEA (2008), *World Energy Outlook*, OECD/ IEA, Paris.

¹² IEA (2008), *Key World Energy Statistics 2008*, OECD/IEA, Paris. p9

¹³ Directeur exécutif du programmes environnemental de l’ONU et membre du Conseil de l’ONU pour les Principes des Investissements responsables.

¹⁴ IEA (2008), *Deploying Renewables: Principles for Effective Policies*, OECD/ IEA, Paris..

¹⁵ Attali, J. “Le Tsunami Climatique”, *L’Express* 9/10/2008, p.50.

¹⁶ <http://www.globalreporting.org/NewsEventsPress/LatestNews/2008/NewsOctober08EditorsLetter.htm>

¹⁷ IEA (2008), *World Energy Outlook*, OECD/ IEA, Paris.

¹⁸ United Nations Development Programme (2007), *Human Development Report*, p. 17

¹⁹ Au Liban, les forces de l’ONU participent au déminage des bombes à fragmentation, et sont actives dans la remise en état des communautés.

²⁰ On ne doit faire la promotion que des installations de désalinisation où les produits salins sont recyclés.

²¹ Le projet existant de l’UNESCO « Power of Peace » travaille sur la contribution des mass medias et des outils de communication à l’expression culturelle , et sur la paix, et cette initiative devait être étendue également aux aspect environnementaux. Voir : www.unesco.org/webworld/powerofpeace